

# La constitution de l'organisme social

Passé - Présent - Avenir

## Introduction

Au cours de l'évolution, les structures sociales telles que nous les connaissons aujourd'hui ont été établies par la volonté des hommes. Nous y sommes tellement habitués que nous avons tendance à les considérer comme des phénomènes naturels et nous nous imaginons qu'en nous appuyant sur le système établi, nous puissions nous forger les concepts nécessaires pour y apporter des améliorations ou des changements. Dans les structures économiques actuelles, la pensée n'est plus capable de se reconnaître comme l'élément qui en est l'origine et la condition. Or nous ne pouvons nous forger un jugement à la hauteur des phénomènes et du stade d'évolution actuels que si nous déduisons les concepts de valeur et de capital à partir du principe fondamental qui est à l'origine du processus induisant la division du travail : le **travail**, d'un côté en relation avec la **nature** et, de l'autre avec l'**esprit** (l'intelligence). Nous saisissons alors, au moment de la formation, les concepts qui en résultent en une synthèse et appliquons ce contenu conceptuel à l'observation des processus économiques ultérieurs.

Quand le principe de cette relation que le travail réalise dans deux directions, comme polarité interdépendante agissant en simultanéité, comme inversion en soi, a été réellement assimilé, une compréhension nouvelle – mais la seule qui soit vraiment correcte – du processus de formation de valeur en économie et de celle du capital qui en découle peut être acquise. Cette nouvelle connaissance se répercutera sur la création de monnaie et la gestion de la propriété. Ces dernières ne découlent pas de lois naturelles mais sont le résultat de conceptions et de créations au sein d'une société. Les revenus et les produits matériels et immatériels du travail seront gérés de manière à ce qu'ils puissent être ajustés, ce qui sera la conséquence de la nouvelle fonction du prix.

Le présent exposé comprend trois parties :

La 1<sup>ère</sup> partie **I** décrit le principe de l'économie basée sur la division du travail, dont la réalisation fait partie intégrante du processus de civilisation et de culture.

La partie **II** expose comment le monde de la finance et le système de propriété actuel s'emparent des facteurs constitutifs de l'économie basée sur la division du travail que sont le sol, le travail et le savoir et les dégradent tous trois au rang de marchandises. Il s'ensuit que le capital, en tant que résultat de l'application de savoir augmentant les rendements du sol, est égoïstement approprié. Il y est également démontré que, de par son couplement direct avec le prix, la question du revenu devient un véritable problème de civilisation. La lutte concurrentielle entre le rendement du capital et le revenu du travail conduit à des impératifs qui engendrent des problèmes insolubles pour la société actuelle : la conjoncture, le chômage et la contrainte à la croissance.

Dans la troisième partie **III** sont développés les principes d'une nouvelle science de l'économie aussi bien régionale que globale. Celle-ci prend son point de départ dans l'observation du processus de création de valeur économique, à partir duquel se déduit une

« grandeur primordiale », mesure étalon pour le revenu et la valeur du produit. En fin, on trouvera une esquisse de la marche à suivre pour réaliser une telle économie. Celle-ci ne pourra voir le jour sans une restructuration fonctionnelle de tout l'organisme social.

## I

### **La réalisation du principe de l'économie basée sur la division du travail**

Le besoin est la base de toute activité économique.

Face aux besoins se trouvent des biens économiques.

L'évolution sociale et culturelle est à l'origine de la transformation des matières provenant de la nature qui constitue le point de départ de l'économie basée sur la division du travail.

Economie basée sur la division du travail signifie : échange de fruits du travail, matériels ou immatériels, appelés ci-après produits.

Le besoin et la production donnent une valeur économique aux produits.

La circulation économique, générée par le besoin et la confection de produits, consiste en l'échange de valeurs à l'intérieur d'un certain groupe social et de ce dernier avec d'autres communautés ayant des intérêts économiques communs avec lui.

L'échange d'un produit contre un autre produit, donc d'une valeur contre une autre valeur, se manifeste dans le prix. Par conséquent, le prix reflète la relation des valeurs entre elles à un moment donné.

Cependant, si les besoins et la production se couvrent encore dans l'économie d'auto-subsistance ou autarcique, cela n'est plus le cas dès l'introduction de la division du travail. Pour chaque fournisseur de produits qui est en même temps porteur de besoins se pose alors la question de la mesure réciproque des valeurs. Ce qui, en d'autres termes, veut dire : Dans quelle mesure le prix de ses produits lui permet-il de satisfaire ses propres besoins avec les produits d'autrui. Pour cela, les prix doivent être calculés de façon à ce que, dans une société, les besoins individuels présents et les produits fournis individuellement s'ajustent continuellement, sinon des produits doivent être détruits et des besoins ne peuvent être satisfaits.

## II

### **De la suprématie du droit à la suprématie du marché - De la société féodale à la société bourgeoise**

#### **Le concept actuel de la propriété et du capital**

Dans l'économie féodale européenne, précapitaliste, les produits du travail qui étaient des produits du sol, étaient grevés du « cens »<sup>1</sup> selon les privilèges de l'ordre juridique d'alors.

---

<sup>1</sup> Cens, du latin census. Dans le haut Moyen Age, le cens est la somme fixe due pour chaque terre ; le même terme fut appliqué à la redevance fixe que chaque tenancier d'une portion de domaine devait au seigneur. Ce cens pouvait consister en une somme d'argent ou en mesures de grain, en volailles, œufs, etc. La Révolution abolira les droits censuels.

Avec l'avènement de l'économie monétaire, les lois du marché ont remplacé les lois féodales et le système de distribution alors en vigueur. Le prix du marché ou prix en argent, réglé par l'offre et la demande, est aujourd'hui considéré comme valeur de la marchandise.

L'argent a la propriété de transformer en marchandise tout ce à quoi il touche. Un bien devient « marchandise » par le fait qu'il est échangeable contre une somme d'argent dans laquelle ses particularités ne trouvent plus aucune expression.

Aujourd'hui, non seulement les produits mais aussi le capital et le travail circulent sur le marché en tant que marchandises représentant des valeurs en argent. Selon la définition actuelle, est capital tout bien, donc également les moyens de production y compris le sol, produisant un rendement et que l'on peut vendre ou donner en gage. Comme dans la société féodale, un « cens » (l'intérêt) peut aussi être exigé sur la base de la propriété, mais sa relation avec le sol a été occultée par le système monétaire et par une nouvelle forme d'imposition établis entre-temps par l'Etat.

Les processus de rationalisation dus à l'industrialisation ont eu pour conséquence une énorme croissance de la productivité du sol et permis l'extraction d'un « cens » toujours plus élevé qui, grâce au système juridique et monétaire actuel, est devenu source de profit. Comme la masse monétaire a été augmentée parallèlement avec l'accroissement des biens, le « cens » qui est financé par le surplus de la production du sol a crû nominalement lui aussi. Si l'on définit le rendement du sol – en tenant compte de la productivité – comme rente foncière, on peut dire que sans le rendement du sol, l'humanité ne peut exister ; c'est lui qui fournit ce dont chacun a besoin, ce dont il vit. Sans rente foncière, c'est-à-dire sans surplus de production du sol, la civilisation et la culture ne peuvent évoluer. Que sont en réalité les intérêts et les rentes de fortune ou de propriété qui tendent à grimper de façon exponentielle ? Une rente foncière apparaissant sous deux formes différentes ! Et ce qui doit être allégué contre l'intérêt et la rente de fortune est uniquement que ce surplus de production doit être reporté de façon transparente dans le domaine de l'esprit,<sup>2</sup> respectivement dans celui des « purs consommateurs » (enseignants, médecins, retraités, enfants, etc.).

## **Rendement du capital et revenu du travail**

Selon la compréhension actuelle du droit et de l'économie, ce que rapportent les produits, à savoir le prix du marché pour le résultat du travail, est du capital en propriété.

Par conséquent, le revenu du travail est payé par le capital.

La dépendance du salaire et l'endettement hypothécaire ont remplacé l'ancien servage.

Dans l'optique d'une considération de l'économie dans sa totalité, le bénéfice de la production minoré des coûts du travail devient égal au facteur de rendement du capital.

Le rendement du capital détermine sa valeur nominale et sa valeur commerciale. Dans cette optique, le bénéfice de la production – en considération du rendement que l'on veut obtenir – décide si un produit sera fabriqué ou non. Par conséquent, ce n'est pas le besoin mais le bénéfice de la production qui devient le moteur de l'activité économique.

---

<sup>2</sup> La dénomination « domaine ou vie de l'esprit » est utilisée ici pour l'éducation, l'art, la culture, la science et la recherche, la religion, etc. ; dans un sens plus large, elle englobe tout ce qui touche les facultés humaines individuelles.

Le capital et le travail considérés comme marchandises sont à l'origine du combat entre le rendement du capital et les coûts du travail qui se termine en une ruineuse guerre des prix. Du fait de son couplement direct avec le bénéfice de la production, le travail présente deux aspects : D'une part, il est source de frais, de l'autre, opportunité d'obtenir un revenu. Dans l'optique du capital, il s'agit de réduire au maximum les coûts du travail, donc de délocaliser le travail vers les sites où il est le meilleur marché. Mais le travail peut aussi dégénérer en activité inutile quand il est exercé dans le seul but d'obtenir un revenu. Ainsi le travail considéré comme marchandise et dépendant du capital conduit d'une part au chômage et, de l'autre, à l'économie d'usure.

### **La tyrannie du capital et du travail considérés comme marchandises ; L'amalgame du revenu et du bénéfice de la production engendre le problème de la conjoncture**

Dans leur ensemble et selon les lois actuelles, tous les bénéfices de la production se répartissent en revenu du travail et rendement du capital. Leur niveau respectif est, à son tour, dépendant de la proportion de transformation de tous les revenus en bénéfices de la production. Les bénéfices de la production et les revenus du travail sont donc *directement* liés et interdépendants.

Une augmentation du capital, soit dans le sens d'une augmentation de la valeur d'un bien en propriété saisissable nominalement, soit par le moyen de l'augmentation du bénéfice de la production, dépend d'une croissance de la production matérielle accompagnée d'une hausse simultanée de la masse monétaire.

Le rendement du capital doit, à son tour, être réinjecté dans le processus économique, faute de quoi les revenus du travail baissent et avec eux également la somme des bénéfices de la production. Cette réinjection peut consister en investissement pour la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production ou en pure consommation. Toutefois, seule la première option entretient ou augmente le capital et aboutit à une augmentation permanente des produits matériels au détriment des immatériels. Le fait est que la production de biens immatériels ne peut se maintenir que par la consommation de capital.

Une croissance de la production matérielle par une élévation de la productivité doit aller de pair avec une augmentation de la masse monétaire, sinon les prix, les bénéfices de la production et, avec eux, le rendement du capital s'effondrent.

L'accumulation de capital est possible parce que le bénéfice dû à la rationalisation est utilisé pour augmenter le capital. Elle ignore que la contre-valeur de la rationalisation doit revenir à la sphère de la culture et de la formation à laquelle, justement, on est redevable de ladite rationalisation.

### **Impact économique financier de l'actuel système de propriété – Problèmes immanents au système**

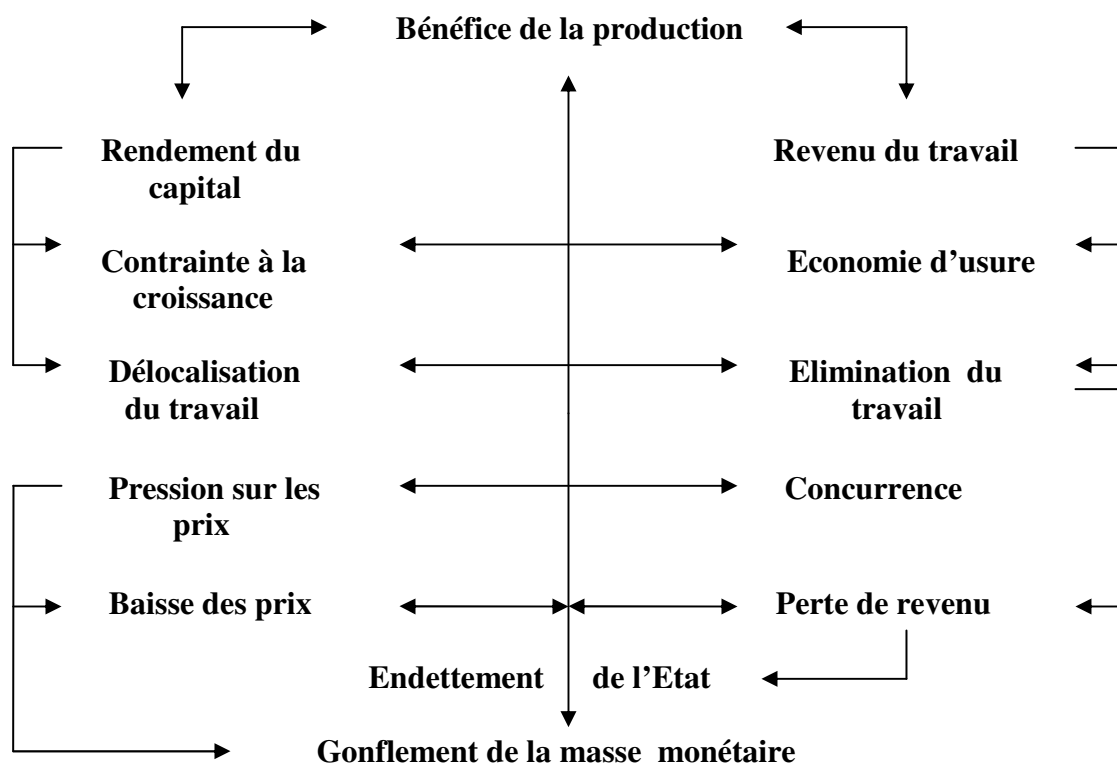
Grâce à une productivité croissante due au talent entrepreneurial, les travailleurs peuvent réaliser une « plus-value » sous forme de rendement du capital. De plus, un certain nombre

de personnes peuvent être libérées de la production matérielle. Ces deux acquis de l'économie capitaliste ne sont pas condamnables en soi, car ils maintiennent le processus de civilisation. Ce qui est décisif, c'est comment la société les gère et les utilise en vue de faire progresser la civilisation.

Dans la relation qui s'établit par l'interaction du capital et du travail se manifestent trois éléments :

- L'activité entrepreneuriale qui dépend des facultés individuelles.
- La relation entre l'entrepreneur et ses collaborateurs qui est une relation juridique.
- La production de biens qui reçoivent une valeur de marchandises dans le circuit économique.

Quand la relation de propriété, qui est à proprement parler une relation de droit avec ceux qui en sont exclus et permet de disposer des moyens de production, n'est réglementée que dans un but économique, le travail et le gain en productivité réalisés grâce aux facultés individuelles ne sont qu'embrigadés dans une économie au service des intérêts des possédants. Une telle économie, dont le moteur est la création de valeurs en argent agit comme un mécanisme destructeur :



Le rendement du capital doit sans cesse être extrait des bénéfices de la production pour ensuite en créer de nouveaux par le biais des revenus du travail.

Les bénéfices de la production se décomposant en la polarité *revenu du travail* et *rendement du capital* entraînent la contrainte à la croissance et l'économie d'usure dans une spirale ascendante.

Pour maintenir ou augmenter le taux de rendement du capital, la production doit quitter les lieux où elle est intégrée dans les structures sociales établies. Elle est délocalisée vers des sites d'implantation où les coûts du travail sont encore meilleur marché en fonction d'un tout autre contexte social. Le problème de la formation de revenu apparaît en premier lieu dans les sites abandonnés par la production. Le capital tend à compenser les pertes dans le secteur matériel par l'acquisition d'infrastructures. Toutefois, il reste à savoir si les entreprises de services peuvent à elles seules compenser la production matérielle sur le plan des revenus.

Quand, dans les structures sociales traditionnelles, les rendements du capital, pour des raisons de saturation matérielle ou de délocalisation, ne conduisent plus à la formation de revenu du travail, ces régions vivent un effondrement conjoncturel. Que le niveau de vie dépende de la quantité de biens consommés est une idée fixe découlant de la réalité actuelle.

Un endettement progressif, en particulier des pouvoirs publics pour compenser les pertes de revenu, est rendu possible par un accroissement constant de la masse monétaire, la masse d'argent émise par les Banques nationales n'ayant aucun rapport direct avec la production.

La puissance du capitalisme d'argent a engendré un secteur financier qui pèse lourd sur l'économie de production. Ce dernier crée l'illusion d'occuper toujours plus de personnes pour la gestion du capital (la spéculation). Mais dans le fond, ces employés ne sont que de « purs consommateurs », car ce qu'ils produisent est irréel et la formation de leur revenu parasitaire.

Si déjà le revenu du travail reste dans le flou par rapport à la valeur du produit, combien plus encore celui des producteurs de biens immatériels et des purs consommateurs : enseignants, médecins, retraités, enfants, etc. Leur revenu repose sur des prélèvements ou des cotisations (impôts, assurances) qui, à leur tour, dépendent du revenu du travail.

Conséquence du système de propriété, beaucoup de personnes ne sont plus liées au sol et, si un revenu ne leur est point garanti par une production émancipée du sol – ou par nécessité par des allocations de l'Etat –, la chute sociale est inévitable, entraînant le rejet, la migration, la ghettoïsation.

## **L'actuel système de propriété et les facultés individuelles**

L'économie monétaire et son rapport avec la propriété ont abouti à une formation démesurée de capital qui a entraîné une énorme croissance de la production. Au stade actuel de l'évolution de la société, le capital est le moyen qui permet à des facultés individuelles de féconder de larges domaines de la vie sociale. Et les facultés individuelles ne peuvent porter de fruits sans pouvoir disposer librement de capital. C'est la propriété qui en permet la libre disposition.

Ainsi, dans la vie sociale, deux éléments qui, pour celle-ci ont une portée totalement différente, sont liés : la libre disposition du capital et le rapport de droit dans lequel le possesseur du capital entre avec les autres personnes qui en sont exclues.

Ce n'est pas la libre disposition originelle du capital qui est nocive pour la vie sociale, mais elle le devient si ce droit persiste, alors que les conditions qui ont permis à un individu ou à un

groupe de personnes de le faire fructifier ne sont plus données. Alors le capital n'est plus au service des facultés mais un instrument de pouvoir.

### III

## **Conception d'une réforme économique et sociale à la mesure de l'être humain**

### **Le concept scientifique de la formation de valeur en polarité inverse Conséquences pour la création de monnaie et la fonction du prix La position de l'économie entre la vie de l'esprit et la vie juridique**

### **La formation de valeur – Découverte de la mesure en remontant au principe générant la division du travail**

Avec la division du travail, naît la dyade : *revenu* qui est le moyen de satisfaire ses besoins et *valeur du produit* s'exprimant dans le prix du marché. Cette dyade émerge d'une « *valeur primordiale* » que l'on peut déduire d'un principe de formation de valeur « originelle ».

Dans le sens économique, la formation de valeur naît du travail qui, d'une part *appliqué à la nature*, produit la « *valeur d'exploitation de la nature* » et, d'autre part, *organisé par l'intelligence*, la « *valeur d'organisation* ». Cette dernière induit la transformation du stade quasi pré-économique de travail lié à la nature, où le produit, en analogie avec le règne animal, possède une « valeur naturelle » et est identique au besoin. Dès que l'être humain n'utilise plus les produits de son travail pour lui mais entre en relation d'échange avec les autres, la formation de valeur économique apparaît. Les deux pôles de formation de valeur sont en une relation inverse et, en même temps, se conditionnent réciproquement : Sans valeur d'organisation, il n'y aurait pas d'évolution, mais sans valeur d'exploitation de la nature (travail appliqué à la nature), la valeur d'organisation ne pourrait se réaliser. En polarité avec la valeur d'exploitation de la nature se trouve la valeur d'organisation qui se mesure en épargne de valeur d'exploitation de la nature.

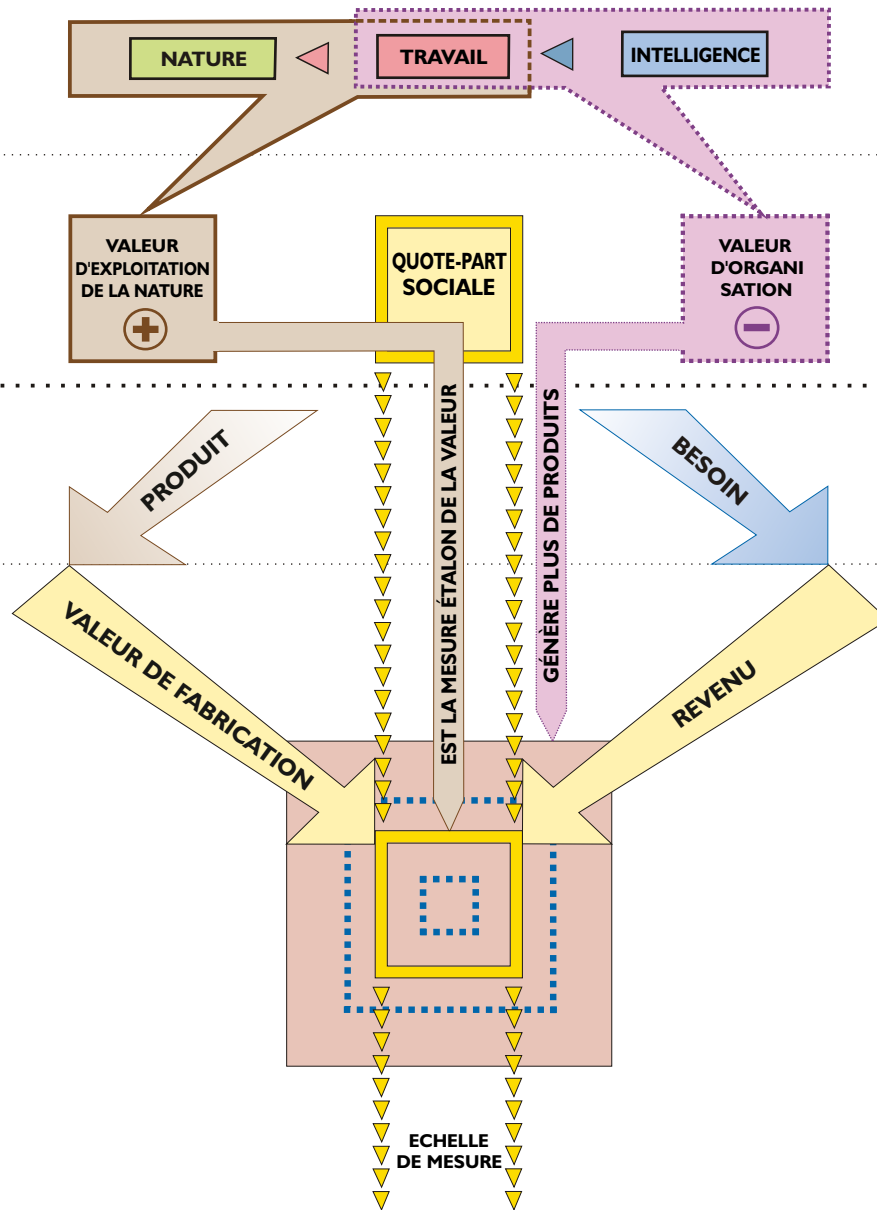
La valeur primordiale représente le résultat du travail physique, accompli par un nombre déterminé d'habitants sur la superficie du sol qui est indispensable pour assurer leur existence. En ce sens, elle est « pure » valeur d'exploitation de la nature.

L'action de la valeur d'organisation sur la valeur d'exploitation de la nature induit la division du travail avec pour conséquence une différenciation quantitative et qualitative des produits. Mais la formation de valeur d'origine reste, en rapport avec la population donnée, toujours la même : La valeur d'organisation, et ceci indépendamment de la quantité de produits, se mesure en épargne de valeur d'exploitation de la nature ; et ainsi le total des valeurs des produits reste le même.

# PÉRÉQUATION DE LA VALEUR DU PRODUIT ET DU BESOIN PAR ORIENTATION DES GAINS INDIVIDUELS ET DES REVENUS À LA VALEUR PRIMORDIALE

ASPECT INTÉMPIREL, IDÉEL

ASPECT TEMPOREL



## I. LE PROCESSUS DE FORMATION DE VALEUR

LES TROIS FACTEURS DE PRODUCTION  
LE TRAVAIL : MÉDIATEUR ENTRE NATURE ET INTELLIGENCE

## II. LA VALEUR PRIMORDIALE

- RÉSULTAT DU TRAVAIL PHYSIQUE D'UNE POPULATION DONNÉE
- INDIVIDUELLEMENT = QUOTE-PART SOCIALE
- COMME VALEUR RÉELLE ET NOMINALE, ELLE EST LA MESURE POUR LA SOMME DES VALEURS CRÉÉES, VALEURS D'EXPLOITATION DE LA NATURE ET VALEURS D'ORGANISATION

LE PÔLE MATÉRIEL  $\oplus$   
ET SON INVERSION  $\ominus$  À COMPRENDRE COMME ÉPARGNE DE VALEUR D'EXPLOITATION DE LA NATURE

## III. L'ÉCARTEMENT PROGRESSIF DE L'IDENTITÉ DU BESOIN ET DE LA PRODUCTION

LEUR RÉAJUSTEMENT AU MOYEN DU MEDIUM DE L'ARGENT  
(CONÇU COMME EXPLIQUÉ DANS LE TEXTE)

LA DIFFÉRENCIATION DES BESOINS ET DE LA PRODUCTION INDIVIDUELS FAIT QUE, POUR LA RÉALISATION APPROXIMATIVE DES QUOTES-PARTS SOCIALES PAR DÉLOCALISATION DU TRAVAIL, LES PRIX POUR LES PRODUITS INDIVIDUELS  $\dots$  S'ORIENTENT À LA PART DE LA VALEUR PRIMORDIALE  $\square$  QUI LEUR REVIENT



## **Création de monnaie :**

### **Parallélisme de la valeur réelle et de la valeur nominale**

#### **La quote-part sociale**

Comme il a été dit plus haut, dans la formation de valeur d'origine, la valeur que le besoin attribue à un produit coïncide avec la valeur que doit lui donner celui qui le fournit dans le but de satisfaire ses besoins.

La « valeur primordiale » qui est une valeur réelle peut être exprimée en chiffres qui équivalent à la *quote-part sociale*, c'est-à-dire en une valeur nominale : la monnaie – soit le montant en argent par tête.

Maintenant les revenus s'orientent à la quote-part sociale.

Le parallélisme des valeurs, la réelle et la nominale, rattachées quantitativement à une population donnée en tant que mesure étalon, conserve la « mémoire » de la formation de valeur d'origine. Maintenant les revenus et les bénéfices de la production peuvent être saisis séparément et l'on peut prendre des mesures pour rétablir « *l'unité* » sur un plan supérieur, par la coïncidence des besoins individuels, resp. des revenus, avec les bénéfices de la production par des prix du marché qui s'orientent à la quote-part sociale.

S'il n'y avait que du travail physique, c'est-à-dire directement appliqué à la nature, il faudrait que règne une égalisation des revenus, sinon l'échange des produits serait rapidement bloqué. Dans ce nouveau système, ceux qui sont actifs intellectuellement (intelligence organisant le travail) et les « purs consommateurs » apportent liberté, flexibilité et possibilités de gains dans le système. Car ils reçoivent leurs revenus de personnes précises actives dans la production de biens matériels mais ne sont pas obligés pour autant de faire affluer leurs dépenses vers ces mêmes personnes.

Toutes les quotes-parts sociales ne comprennent que des produits matériels, également celles qui sont entre les mains des « purs consommateurs ». La quote-part sociale que ces derniers reçoivent comme revenu correspond toujours à des « bons » pour des produits matériels, ce qui est évident puisque la valeur d'organisation (le capital) est définie comme épargne de valeur d'exploitation de la nature.

#### **La fonction du prix**

La compréhension de ce qu'est la « valeur primordiale » peut, de prime abord, sembler difficile, car celle-ci est à la fois « conditionnant » et « conditionné ». Le terme « primordial » se rapporte à un principe qui est la condition de toute création de valeur, à savoir au « travail appliqué à la nature », travail qui, de son côté, est organisé par l'intelligence. Mettre à égalité la valeur primordiale avec certains produits précis de la nature correspondrait à un résultat spécial, particulier, à une valeur primordiale individualisée. Il faut se garder d'avoir une représentation fixe de la valeur primordiale. Elle est fluctuante et d'elle se déduisent toutes les réalisations de valeur que l'on peut alors considérer comme des valeurs primordiales spécialisées. Elle se retrouve dans toutes les diverses compositions de valeurs, de la « pure » valeur d'exploitation de la nature, à laquelle le travail confère la plus haute valeur et qui est le critère pour la valeur nominale (en argent), jusqu'à la « pure » valeur

d'organisation qui, si elle était seule agissante, transformerait tout ce qu'elle produit en cadeau. Dans le temps, c'est-à-dire, historiquement, la valeur primordiale s'est d'abord manifestée dans les produits directement tirés du sol. La cause en est qu'au cours de l'évolution de l'économie, c'est seulement par l'industrialisation que la valeur d'organisation a conduit à une formation de valeur éloignée d'un lien direct avec la nature.

Notre pensée raisonnable est capable de saisir la « valeur primordiale » comme résultat « réel » du principe et comme résultat nominal (en argent) par l'équivalence de la valeur réelle et de la valeur nominale, soit conjointement le conditionnant et le conditionné. En tant que valeur nominale ou valeur en argent, la valeur primordiale constitue l'échelle de mesure à laquelle s'orientent les revenus et se comparent également les prix du marché des produits individuels, conditionnés par les besoins. (Voir tableau page suivante)

Le parallélisme de la valeur réelle et de la valeur nominale est créé par l'ajustement de la masse monétaire à la valeur primordiale. Du fait que la valeur nominale se traduise en une quantité de monnaie déterminée, resp. les quotes-parts sociales, le particulier devient ainsi le conditionnant ou fait office de loi (échelle de mesure mentionnée plus haut). Ce qui est important, c'est de saisir et de comprendre le résultat du travail comme valeur économique. En premier lieu, le processus de formation de valeur se différencie en un conditionnant (travail, organisé par l'intelligence, appliqué à la nature) et un conditionné (valeur d'exploitation de la nature et valeur d'organisation), le second découlant nécessairement du premier. La valeur économique ne peut être comprise que dans son devenir, dans son développement, ce qui veut dire par le processus d'inversion dans lequel entre le travail avec la nature d'une part et de l'autre, avec l'intelligence. En conséquence, « l'explicatif » – la forme de la connaissance, le concept de valeur – et « l'expliqué » – la matière, le résultat du travail – sont identiques.

Le concept de valeur ne joue pas seulement un rôle de synthèse dont le résultat du travail qui en est l'objet serait exclu, comme c'est le cas dans l'économie conventionnelle, où le prix correspond à la valeur. Par la manière particulière de créer la monnaie, nous réalisons le concept de valeur comme intention en soi.

En d'autres termes, la « valeur primordiale », maintenant exprimée en valeur nominale (monnaie), peut et doit rétroagir sur la formation de valeur : Les prix du marché pour les produits du travail qui sont exigés par les besoins sont ajustés de la manière la plus concordante possible à la « valeur primordiale ». La péréquation entre besoin et valeur du produit consiste en la réalisation au plus juste des quotes-parts individuelles considérées comme « valeur primordiale ».

Aujourd'hui la représentation conventionnelle de la valeur prend comme point de départ le prix du marché pour les produits et en fait découler les revenus, ce qui aboutit à la dualité gain sur la production / revenu qui est la source des tensions sociales que nous connaissons. Dans ce cas, ce qui est considéré comme la valeur du produit est saisi par la méthode inductive, aujourd'hui très en vogue : L'investigateur observe le marché et examine comment agissent l'offre et la demande. Sur la base de ces observations, on formule une règle : Quand il y a rencontre entre une demande et une offre se forme le prix qui est la valeur de ce qui a été l'objet de l'échange. Une représentation de la valeur sous la forme du prix ne fait aucune distinction entre produits matériels et immatériels et met les produits du sol et ceux de l'intelligence sur le même plan ; le financement des coûts de la santé est une illustration extrême et exemplaire de cette manière de procéder. Une telle méthode d'observation des

processus économiques reste complètement extérieure aux phénomènes. Elle ne saisit pas le processus qui se joue réellement lors de la formation de l'offre et de la demande, à savoir qu'une demande d'argent est à la base de l'offre de marchandise et que la demande de marchandise inclut une offre d'argent. Ainsi, l'échange qui conduit au prix signifie déjà échange de valeur contre valeur. Le prix est la relation réciproque de valeurs.

La connaissance de la manière dont le revenu et le gain sur les produits peuvent être saisis séparément et son application permettent de délivrer les êtres humains de la tyrannie exercée par la contrainte à la croissance, la conjoncture et le marché du travail ; de plus, les besoins spirituels et culturels qui, dans leur dépendance du seul système de l'offre et de la demande ne peuvent que dépérir, peuvent être satisfaits. La demande seule ne peut décider si un bien peut être produit à un prix qui corresponde à la « valeur primordiale », comme elle a été caractérisée, et ainsi à la quote-part sociale du producteur.

Récapitulons en tenant compte de la formation primordiale de valeur : Tout travail qui doit être fourni dépend du nombre d'habitants. Tout ce à quoi se lie le travail vient du sol. Car il est ce dont chacun a besoin, ce dont chacun vit. Et ceux qui travaillent le sol doivent produire la part de ceux qui en sont libérés pour exercer une activité dans le domaine de l'esprit, donc assumer leur quote-part de revenu (selon la définition ci-dessus) qui sera, par la suite, désignée comme « argent de don ».

## **La formation de capital**

Au gré de la rationalisation, le travail organisé par l'intelligence se détache toujours plus de son lien direct avec la nature, un processus qui conduit à la formation de capital. Autrement dit, avec l'augmentation de la formation de capital, toujours plus de personnes peuvent être libérées de l'agriculture pour une activité dans le domaine de l'esprit ou dans l'industrie ; cette dernière, à son tour, continue ce processus de libération du travail qui, en réalité, correspond à une épargne de travail.

Le capital est l'équivalent de cette épargne de travail. Il est la base qui permet de vivre aux personnes « libérées », plus, il ne reçoit un sens que par le financement des personnes libérées, qu'elles soient libérées relativement pour une production matérielle dans l'industrie – considérée comme « prolongement » de la production du sol -, ou libérées de façon absolue. Dans le dernier cas, il s'agit des personnes actives dans le domaine de l'esprit et, dans un sens plus large de tous les « purs consommateurs » (prévoyance vieillesse, budget public, domaine de la formation et de l'éducation, de la santé, églises, etc.). L'actuel concept du capital n'englobe aucunement cet aspect.

En tenant compte des besoins matériels et immatériels, le bien-être d'une société croît dans les conditions suivantes :

- I.** Plus le nombre de personnes en dehors de l'agriculture qu'un paysan peut entretenir est élevé, plus la formation de capital disponible pour l'industrie et le domaine de l'esprit sera grande.
- II.** Par l'organisation du travail et grâce au capital, l'industrie accroît sa production, en quantité et en diversité.

La prospérité s'exprime alors en deux composants :

- 1.** Le nombre de quotes-parts de revenus qui peuvent être réalisées par les personnes

actives dans l'agriculture et l'industrie en plus des leurs et qui seront mises à disposition comme « argent de don » pour ceux qui sont actifs dans le domaine de l'esprit.

2. La quantité de produits de l'agriculture et de l'industrie qui reviennent à chaque quote-part du revenu ; la part avec laquelle chaque fournisseur de prestation y participe ou en d'autres termes, la part de quote-part sociale que représente la valeur de sa prestation. Selon I et II, avec une productivité croissante, cette part devient toujours plus petite.

Il s'ensuit que l'efficacité de la division du travail est d'autant plus grande que la part de valeur de la quote-part sociale que représente le travail individuel est plus petite et que le revenu de chacun s'approche le plus de la quote-part sociale en tant qu'échelle de mesure. Car, de ce fait, la part réciproque des prestations composant les quotes-parts sociales est optimisée et la couverture des besoins atteinte avec la valeur des prestations.

Le problème de la maximisation des revenus comme motivation du travail prend un autre sens pour celui qui comprend l'efficacité de la division du travail : Le travail dans le but de gagner de l'argent correspond en fait à l'autarcie et est un élément qui entrave les effets bénéfiques de la division du travail pour toute la société.

## **Du système basé sur le capital et sur le salaire au système basé sur le produit**

### **Formation de revenu assurée contre formation de fortune incertaine**

La mise en pratique de la connaissance d'une péréquation possible du revenu, porteur des besoins, et de la valeur des produits appelle un nouveau concept de société, à savoir sa triarticulation : Le domaine de la vie de l'esprit devient autonome et l'administrateur du capital. Le statut de propriété est modifié dans le sens où les moyens de production, y compris le sol, ne resteront entre les mains d'une personne ou d'un groupe de personnes que pour la durée justifiée par les capacités de ces personnes pour les faire fructifier ; on en vient ainsi à une propriété limitée dans le temps. Si d'un côté tout ce qui touche au capital reviendra en gestion à la vie de l'esprit, tout ce qui touche aux droits du travail à un domaine juridique indépendant de la vie de l'esprit et de la vie économique. Si par le nouveau concept de propriété et de gestion du capital, celui-ci perd son pouvoir et son caractère de marchandise, il en va de même pour le travail qui, délivré lui aussi de son caractère de marchandise, sera réglé par une vie juridique autonome. Le domaine de l'économie, sur le fondement d'associations regroupant producteurs, distributeurs et consommateurs d'un même espace monétaire, s'occupera de l'estimation réciproque des valeurs des produits et de la péréquation des revenus et des valeurs de ces produits précisément.

## **Marche à suivre**

- Dans un espace monétaire commun et dans l'optique de la production, les agriculteurs se regroupent régionalement en entreprises dont ils sont propriétaires. Les entreprises régionales s'associent en une « unité agriculture ». Cette association évalue, d'après la quantité de biens produite, combien de personnes peuvent être libérées pour une activité hors de l'agriculture. A partir de là, elle calcule sa part de réalisation de quotes-parts sociales.
- Les industries et les entreprises de services s'associent par branches et ces dernières à nouveau entre elles.
- Après des préparatifs organisationnels, les représentants de l'agriculture, de l'industrie et des services entrent en négociation avec les responsables des centres de formation et des représentants du gouvernement actuel.
- La nouvelle création monétaire : Subordonner la masse monétaire au nombre d'habitants; créditer les comptes individuels des habitants de l'espace monétaire du montant de leur quote-part sociale.
- A l'intérieur de l'espace monétaire, la banque n'est plus que la tenante de la comptabilité.
- La comptabilité des entreprises de production matérielle est séparée en comptes de recettes et comptes de dépenses.
- Les entreprises font un nouveau bilan avec les quotes-parts sociales à réaliser et la différenciation en argent de prêt et argent de don.
- L'observation de la formation des prix dans l'agriculture et l'industrie dans l'optique de la réalisation des quotes-parts sociales.
- L'observation des écarts de la moyenne de la relation entre travailleurs et bénéficiaires d'argent de don dans la réalisation des quotes-parts sociales.
- Il se pourrait qu'une des conséquences en soit, toujours dans l'optique de la réalisation des quotes-parts sociales, une délocalisation des moyens de production mais celle-ci serait à négocier dans les associations.
- La modification du statut de propriété des moyens de production, y compris le sol, en une propriété limitée dans le temps.
- La transmission des moyens de production se fait sans transmission d'argent.
- La société s'articule en trois domaines : le domaine de la vie de l'esprit, le domaine du droit et le domaine de l'économie qui interagissent et coopèrent : Par exemple, bien que liés tous deux au domaine économique, le capital sera quant à lui géré par le domaine de l'esprit alors que le travail sera réglé par le droit.

Octobre 2004

Alexander Caspar

Traduit de l'allemand par Béatrice Vianin